



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE  
DE POLITIQUE  
MONETAIRE DU  
DEUXIEME TRIMESTRE  
2021**

**NOVEMBRE 2021**

## TABLE DES MATIERES

<b>LISTE DES ACRONYMES .....</b>	<b>2</b>
<b>RESUME ANALYTIQUE.....</b>	<b>3</b>
<b>1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....</b>	<b>4</b>
1.1. Croissance du PIB mondial .....	4
1.2. Prix des matières premières et inflation .....	6
1.3. Politique monétaire dans les pays développés .....	7
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA .....	8
<b>2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....</b>	<b>10</b>
2.1. Production et prix.....	10
2.2. Secteur extérieur .....	12
2.2.1. Commerce extérieur.....	12
2.2.2. Balance des paiements.....	14
2.3. Finances et dette publiques .....	16
2.4. Secteur monétaire.....	17
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	17
2.4.2. Base monétaire.....	20
2.4.3. Masse monétaire et contreparties .....	21
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire .....	23
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière .....	23
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire .....	24
2.5.2. Stabilité Financière.....	25
<b>CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....</b>	<b>28</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>29</b>

## LISTE DES ACRONYMES

<b>AFSS</b>	: Afrique Sub-saharienne
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BIF</b>	: Franc Burundi
<b>BRARUDI</b>	: Brasserie du Burundi
<b>BRB</b>	: Banque de la République du Burundi
<b>CEA</b>	: Communauté Est Africaine
<b>CIF</b>	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
<b>FOB</b>	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
<b>ISTEEBU</b>	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
<b>KES</b>	: <i>Shilling Kenyan</i>
<b>M3</b>	: Masse Monétaire au sens large
<b>MBIF</b>	: Millions de Francs Burundi
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>MFBPE</b>	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
<b>MUSD</b>	: Millions de Dollars Américains
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>REGIDESO</b>	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
<b>RWF</b>	: Franc Rwandais
<b>ROA</b>	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
<b>ROE</b>	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
<b>TZS</b>	: <i>Shilling Tanzanien</i>
<b>UGX</b>	: <i>Shilling Ougandais</i>
<b>USD</b>	: Dollar Américain

## RESUME ANALYTIQUE

En glissement trimestriel, la croissance économique s'est améliorée au second trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+1,7 contre +0,6% au trimestre précédent), en raison de la reprise de l'activité économique mondiale suite à la levée des mesures de confinement et les effets de la vulgarisation des vaccins contre la Covid-19. Toutefois, malgré cette reprise économique, de fortes disparités persistent d'un pays à l'autre.

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2021, l'économie mondiale devrait croître de 5,9% en 2021 contre une récession de 3,1% en 2020. Cette évolution est en grande partie due à la reprise de la demande globale et au renforcement des appuis des pouvoirs publics dans les principaux pays de l'OCDE pour soutenir les ménages et les entreprises, notamment des mesures visant à accroître le potentiel de production et de consommation.

Dans les pays de la Communauté Est Africaine, la croissance économique devrait s'accélérer en 2021, suite à la reprise économique mondiale et aux mesures de soutien prises par les pouvoirs publics pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Au niveau national, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait se redresser en 2021 (3,3 contre -0,5% en 2020), suite à l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs.

La balance des paiements du deuxième trimestre 2021 s'est soldée par une détérioration du déficit du compte courant, principalement en rapport avec le creusement des déficits des biens et des services. L'excédent du compte de capital s'est amélioré par rapport au même trimestre de 2020.

Le déficit budgétaire (dons inclus) s'est aggravé au deuxième trimestre 2021 par rapport au même trimestre de 2020, en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses que celle des recettes publiques. En glissement annuel, la base monétaire (+14,7%) et la masse monétaire (+25,7%) se sont accrues, en liaison respectivement avec l'augmentation des réserves de change et des créances sur l'économie.

Les réserves officielles de change ont augmenté de 16,4% en glissement annuel et couvraient 0,8 mois d'importations de biens et services contre 0,7 mois à la même période de 2020, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

Les principaux indicateurs d'activité et de solidité du secteur bancaire se sont améliorés au deuxième trimestre 2021. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

## 1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

### 1.1. Croissance du PIB mondial

En glissement trimestriel, la croissance économique s'est améliorée au second trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+1,7 contre +0,6% au trimestre précédent), en raison de la reprise de l'activité économique mondiale due à la levée des mesures de confinement et aux effets de la vulgarisation des vaccins contre la Covid-19.

Dans les pays émergents, l'activité économique s'est globalement améliorée. Elle s'est notamment améliorée en Chine (1,3% contre 0,6%) et en Afrique du Sud (1,2 contre 1,1%) tandis qu'elle s'est contractée en Inde (-10,2 contre +2,1%).

**Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)**

	Glissement trimestriel			Glissement annuel		
	T2-2020	T1-2021	T2-2021	T2-2020	T1-2021	T2-2021
États-Unis	-8,9	1,5	1,6	-9,1	0,5	12,2
Japon	-7,9	-1,1	0,5	-10,1	-1,3	7,7
Allemagne	-9,8	-1,8	1,6	-11,3	-3,1	9,4
France	-13,8	-0,1	1,1	-18,6	1,5	18,7
Royaume uni	-18,8	-1,5	5,5	-21,4	-6,1	22,2
Zone euro	-11,7	-0,3	2,1	-14,5	-1,2	14,3
<b>OCDE - Total</b>	<b>-10,5</b>	<b>0,6</b>	<b>1,7</b>	<b>-11,6</b>	<b>-0,3</b>	<b>13,1</b>
Chine	11,7	0,6	1,3	3,2	18,3	7,9
Inde	-25,2	2,1	-10,2	-23,3	1,6	20,9
Turquie	-3,2	1,7	0,9	-9,1	7,4	21,4
Afrique du Sud	-16,6	1,1	1,2	-17,5	-2,7	...

*Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, septembre 2021*

En glissement annuel, la croissance économique s'est améliorée au second trimestre 2021 dans l'ensemble des pays avancés de l'OCDE (+13,1 contre -11,6%) par rapport au même trimestre de 2020. Aux États-Unis, l'activité économique s'est relevée de 12,2% contre une décroissance de 9,1% à la même période de 2020. Au Royaume-Uni, l'activité économique s'est sensiblement redressée (+22,2 contre -21,4%). Dans la Zone euro, le PIB s'est accru de 14,3% alors qu'il s'était contracté de 14,5% à la même période de l'année précédente.

Au Japon, l'activité économique a repris après une forte contraction enregistrée à la même période de 2020 (+7,7 contre -10,1%). Cette reprise est principalement expliquée par l'amélioration de la demande globale due à l'assouplissement des mesures de confinement de la population consécutif à la vulgarisation des vaccins contre la pandémie de la COVID-19.

Dans les principaux pays émergents, l'activité économique s'est sensiblement redressée en Inde (+20,9 contre -23,3%) et s'est accélérée en Chine (+7,9 contre +3,2%).

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2021, l'économie mondiale devrait croître de 5,9% en 2021 contre une récession de 3,1% en 2020. Cette évolution est en grande partie due à la reprise de la demande globale et au renforcement des appuis des pouvoirs publics dans les principaux pays de l'OCDE pour soutenir les ménages et les entreprises, notamment des mesures visant à accroître le potentiel de production et de consommation.

**Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)**

	2019	2020	2021 (p)
<b>PIB mondial</b>	<b>2,5</b>	<b>-3,1</b>	<b>5,9</b>
<b>Pays avancés</b>	<b>1,6</b>	<b>-4,5</b>	<b>5,2</b>
États-Unis	2,6	-3,4	6,0
Zone euro	1,3	-6,3	5,0
Japon	0,0	-4,6	2,4
<b>Pays émergents et pays en développement</b>	<b>3,8</b>	<b>-2,1</b>	<b>6,4</b>
Chine	6,0	2,3	8,0
Inde	4,0	-7,3	9,5
Afrique subsaharienne	3,2	-1,7	3,7
<i>Nigeria</i>	2,2	-1,8	2,6
<i>Afrique du Sud</i>	0,2	-6,4	5,0
<b>Volume du commerce mondial</b>	<b>1,2</b>	<b>-8,2</b>	<b>9,7</b>
<b>(p): projections</b>			

**Source : FMI, Perspectives Economiques Mondiales, Octobre 2021**

Pour l'ensemble des pays avancés, la croissance économique s'établirait à 5,2% en 2021 contre une récession de 4,5% en 2020. Aux Etats-Unis, il est attendu une reprise de la croissance de 6,0 % en 2021 contre une décroissance de 3,4% en 2020. Dans la Zone euro, l'activité économique va se redresser de 5,0% en 2021 contre une récession de 6,3%. Au Japon, l'activité économique pourrait se relèverait de 2,4% contre une contraction de 4,6% en 2020.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance du PIB s'établirait à 6,4% en 2021 contre une baisse de 2,1% en 2020. En Chine comme en Inde, l'activité économique s'améliorerait de 8,0 contre 2,3% et de 9,5% contre une récession de 7,3%, respectivement en 2020. En Afrique subsaharienne, l'activité économique pourrait croître de 3,7% contre une décroissance de 1,7% en 2020. Cette reprise serait, notamment, liée aux retombées positives de la reprise économique mondiale et à la hausse des prix des produits de base ainsi qu'au progrès dans la lutte contre la pandémie de la Covid-19.

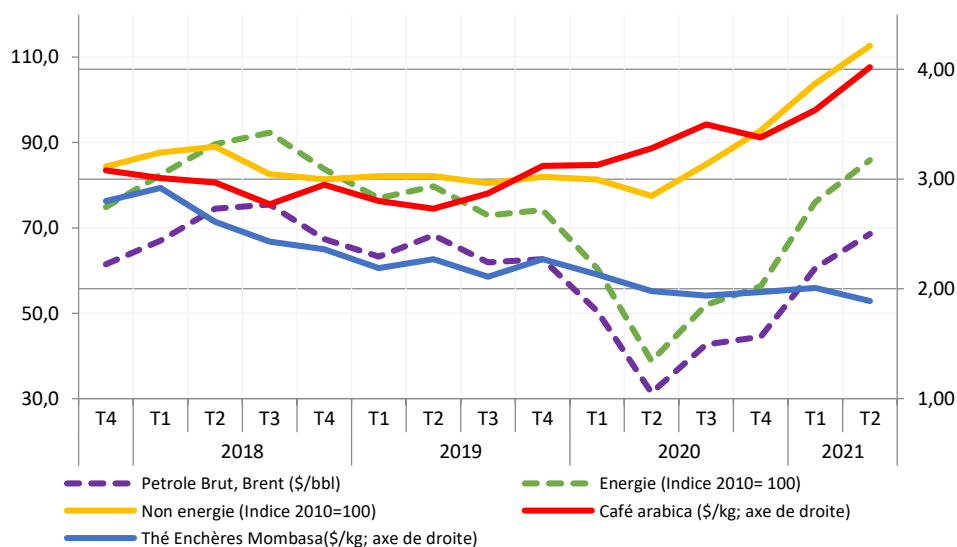
Par conséquent, le commerce mondial pourrait s'améliorer de 9,7% en 2021, suite à la hausse de la demande globale dans les grandes économies comme aux Etats-Unis, dans la Zone euro, en Chine et en Inde.

## 1.2. Prix des matières premières et inflation

Au second trimestre 2021, les prix des matières premières ont globalement poursuivi la reprise amorcée au second semestre 2020.

Par rapport au trimestre précédent, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 68,60 contre 60,60 USD le Baril. L'indice de l'énergie (85,90 contre 76,10) et celui des produits non énergétiques (112,70 contre 103,80) se sont accrus d'un trimestre à l'autre. Le cours du café arabica a augmenté, s'établissant à 4,02 contre 3,63 USD par kilogramme au trimestre précédent. En revanche, le cours du thé aux enchères de Mombasa a diminué, s'établissant à 1,89 contre 2,01 USD par kilogramme le trimestre précédent.

**Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières**



**Source: Banque Mondiale, Prix des matières premières, octobre 2021**

En glissement annuel, l'inflation a globalement augmenté dans les principaux pays avancés et certains pays émergents et pays en développement. La montée de l'inflation est due au déséquilibre entre l'offre et la demande, à la suite des mesures de déconfinement de la population, ainsi qu'à la hausse des cours des produits de base par rapport à leur faible niveau enregistré à la même période de l'année précédente.

Aux Etats-Unis, l'inflation s'est établie à 5,4 contre 0,4% au même trimestre en 2020. Dans la Zone euro, l'inflation est remontée à 2,2 contre 0,2% au trimestre correspondant de 2020.

**Tableau 3 : Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)**

En glissement annuel			
	T2-2020	T1-2021	T2-2021
États-Unis	0,4	2,6	5,4
Japon	0,1	-0,4	-0,5
Allemagne	0,8	1,7	2,3
France	0,3	1,1	1,5
Royaume-Uni	0,8	1,0	2,4
Zone euro	0,2	1,7	2,2
<b>OCDE - Total</b>	<b>0,9</b>	<b>2,4</b>	<b>4,0</b>
Chine	2,7	0,4	1,1
Inde	5,2	5,7	5,6
Russie	3,1	5,8	6,5
Turquie	11,6	16,2	17,5
Brésil	2,1	6,1	8,3
Afrique du Sud	2,3	3,2	5,1

*Source : OCDE, Principaux indicateurs économiques, juin 2021*

Dans les pays émergents et en développement, l'inflation a globalement augmenté, en raison notamment de la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers.

En Chine, l'inflation a décéléré, s'établissant à 1,1 contre 2,7% tandis qu'en Inde, le taux d'inflation a augmenté (5,6 contre 5,2%). De même, elle a augmenté en Russie (6,5 contre 3,1%), en Turquie (17,5 contre 16,2%) et en Afrique du Sud (5,1 contre 2,3%).

### 1.3. Politique monétaire dans les pays développés

Dans le cadre des programmes de soutien à la reprise des économies face à la pandémie de la Covid-19, les banques centrales des principaux pays avancés ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes au second trimestre 2021.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a reconduit la fourchette cible des taux d'intérêt entre 0 et 0,25%. En outre, elle a poursuivi le rachat des titres du Trésor et des titres adossés à des créances hypothécaires pour encourager le flux de crédit vers les ménages et les entreprises.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement (0,00%) ainsi que ceux de la facilité



de prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,50%). Elle a reconduit le rachat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de financement favorables aux entreprises et aux ménages.

La Banque du Japon a poursuivi sa politique monétaire d'assouplissement quantitatif et qualitatif en reconduisant le taux d'intérêt sur les facilités de dépôts (-0,1%) et en maintenant son programme de rachats illimités des obligations du Trésor en vue d'atteindre le niveau cible d'inflation proche de 2% et le maintenir stable.

#### 1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA<sup>1</sup>

La croissance économique des pays de la CEA devrait s'accélérer en 2021, en rapport avec la reprise de l'activité économique mondiale et les mesures de relance économique prises par les pouvoirs publics pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

**Tableau 4: Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en %)**

	2018	2019	2020	2021(p)
Burundi	5,3	4,5	-0,5	3,3
Kenya	6,3	5,4	-0,3	4,5
Ouganda	6,3	6,4	3,0	3,3
Rwanda	8,6	9,4	-3,3	4,9
Tanzanie	5,4	5,8	2,0	4,5
CEA	6,5	6,5	-0,2	5,7
AfSS	2,7	2,5	-2,4	2,4

*Source: Banque mondiale, Perspectives économiques régionales, juin 2021*

*Pour le Burundi, les données sont tirées du cadrage macroéconomique juillet 2021*

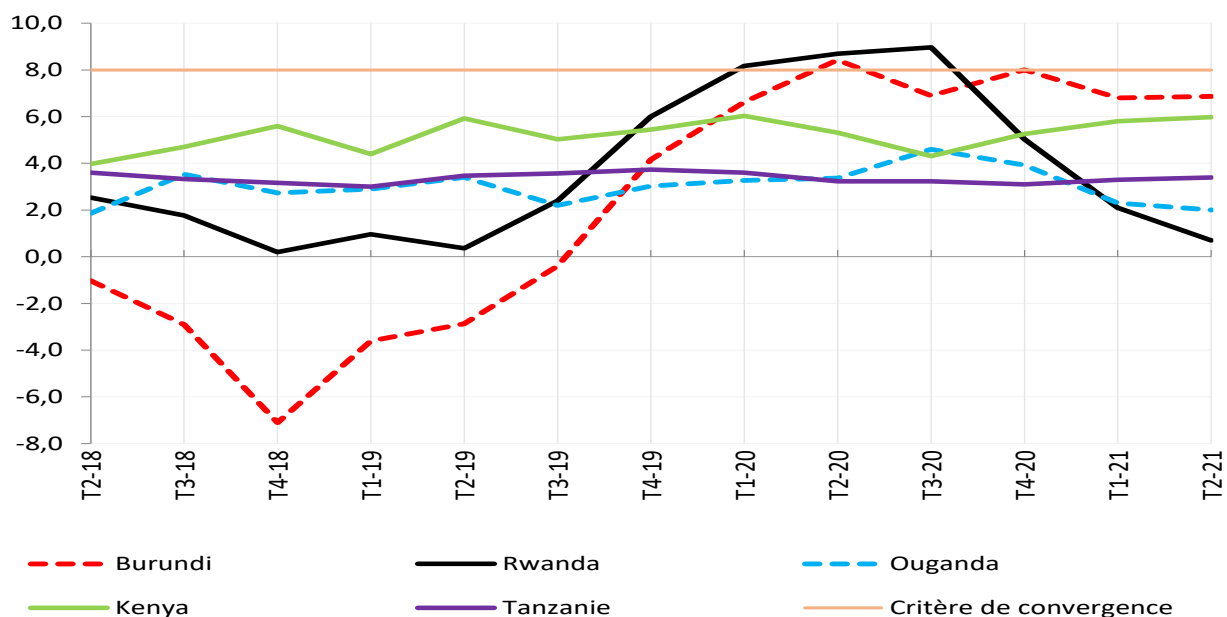
Au second trimestre 2021, l'activité économique s'est redressée dans tous les pays de la CEA, suite particulièrement aux bonnes performances agricoles, aux investissements dans les infrastructures et les services de communication et de technologie de l'information.

L'inflation est restée modérée dans la plupart des pays, en raison d'une faible montée des prix des produits agricoles due aux bonnes récoltes, de la stabilité des taux de change et ainsi qu'au niveau modérée des prix des produits pétroliers.

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a diminué au Rwanda (0,7 contre 2,1%) et en Ouganda (2,0 contre 2,3%). Toutefois, elle a légèrement augmenté au Burundi (6,9 contre 6,8%), en Tanzanie (3,4 contre 3,3%) et au Kenya (6,0 contre 5,8%).

<sup>1</sup> Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

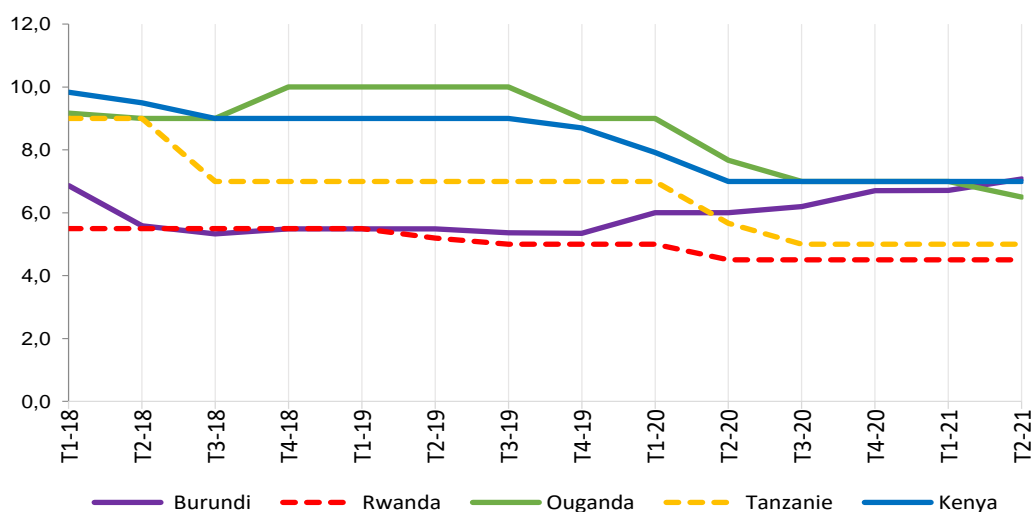
**Graphique 2: Inflation dans les pays de la CEA (en %)**



**Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA**

Au cours du second trimestre 2021, les banques centrales des pays de la CEA ont poursuivi leur politique monétaire accommodante en vue de créer des conditions plus assouplies de financement de leurs économies pour stimuler la croissance qui a été profondément affectée par les effets de la pandémie de la Covid-19.

**Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales**



**Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA**

Comparés au trimestre précédent, les taux d'intérêt directeurs des banques centrales du Rwanda (4,5%), du Kenya (7,0%) et de la Tanzanie (5,0%) sont restés inchangés au moment où celui de l'Ouganda (6,5 contre 7,0%) a diminué. Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 7,1% en légère hausse par rapport à celui du trimestre précédent (6,7%).

En glissement annuel, les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans la limite de 5,0%, convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change, à l'exception du Franc rwandais qui a légèrement dépassé le seuil, avec un taux de dépréciation de 5,3%.

**Tableau 5: Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA**

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
juin-20	2 296,50	937,08	3 730,14	106,42	1 915,00
déc-20	2 298,45	972,48	3 650,07	109,07	1 946,40
mars-21	2 298,50	979,28	3 663,93	109,41	1 960,81
juin-21	2 298,90	987,14	3 556,71	107,75	1 976,04
Variation juin-21/juin-20 (%)	0,1	5,3	-4,6	1,2	3,2
Variation juin-21/mars-21 (%)	0,02	0,80	-2,93	-1,52	0,78

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

## 2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### 2.1. Production et prix

Au deuxième trimestre 2021, la production du thé sec a très légèrement diminué (-0,2%) par rapport à la même période de l'année précédente, s'établissant à 3.364,0 contre 3.369,3 tonnes.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 11,6% par rapport au trimestre correspondant de 2020, suite principalement à l'augmentation de la production des industries alimentaires (+11,3%) et chimiques (+13,7%), surtout la production de boissons de la BRARUDI (+6,6%), de cigarettes (+37,5%), de peintures (+43,7%) et de savons (+5,2%). De même, par rapport au trimestre précédent, cet indice a augmenté de 8,2%, passant de 129,0 à 139,6, essentiellement en liaison avec l'accroissement de la production des boissons de la BRARUDI (+2,7%) et de cigarettes (+29,0%).

La production d'électricité de la REGIDESO s'est repliée de 11,5% en glissement annuel, passant de 68.776 à 60.898 Mégawatts, suite essentiellement à la baisse de la production des centrales

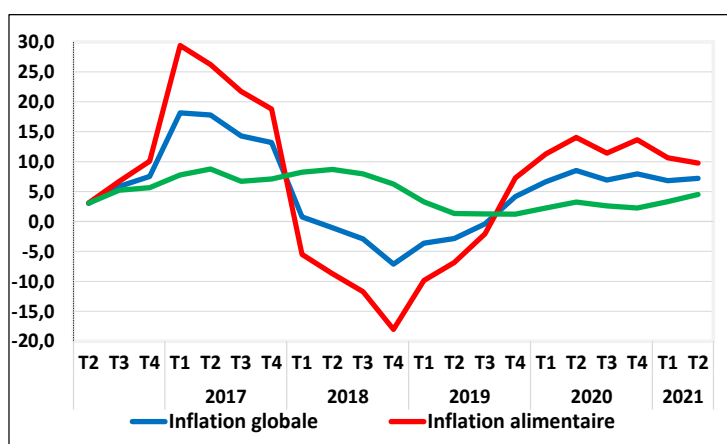
hydro-électrique de Rwegura et Mugera. Par contre, elle s'est accrue de 3,4% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura s'est accru de 26,1% en glissement annuel et de 1,6% en glissement trimestriel, suite principalement aux importations de ciment et de clinker.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers s'est fortement accru en glissement annuel, passant de 245 à 28.910 passagers, en rapport avec la reprise des vols. Par rapport au trimestre précédent, le nombre de passagers a augmenté de 56,7%. De même, le trafic des aéronefs a augmenté aussi bien en glissement trimestriel qu'en glissement annuel, s'établissant à 1.016 vols contre 854 vols au trimestre précédent et 292 vols à la même période de 2020.

Le taux d'inflation a baissé au second trimestre 2021, se fixant à 7,2 contre 8,5% au trimestre correspondant de 2020. Ce fléchissement a concerné l'inflation alimentaire (9,8 contre 14,0%), l'inflation non alimentaire s'étant légèrement accélérée (4,5 contre 3,2%).

**Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)**



**Source: BRB, à partir des données de l'ISTEEBU**

Comparé à celui du trimestre précédent, le taux d'inflation a légèrement accéléré (7,2 contre 6,8%), suite à l'augmentation de l'inflation non alimentaire (4,5 contre 3,3%), l'inflation alimentaire ayant baissé (9,8 contre 10,7%).

Pour l'année 2021, les prévisions montrent que l'activité économique pourrait se redresser (3,3 contre -0,5%), suite à l'amélioration de l'activité dans tous les secteurs à savoir le secteur primaire (3,6 contre 3,0%), secondaire (2,5 contre 0,4%) et tertiaire (3,4 contre -2,7%).

**Tableau 6: Croissance du PIB réel et inflation (en %)**

	2017	2018	2019	2020 (Prév.)	2021(prév.)
<b>1. Croissance du PIB réel</b>	<b>3,8</b>	<b>5,3</b>	<b>4,5</b>	<b>-0,5</b>	<b>3,3</b>
Secteur primaire	0,2	7,4	2,8	3,0	3,6
Secteur secondaire	7,6	2,5	1,1	0,4	2,5
Secteur tertiaire	4,0	3,2	7,2	-2,7	3,4
<b>2. Inflation</b>	<b>16,1</b>	<b>-2,6</b>	<b>-0,7</b>	<b>7,5</b>	<b>4,1</b>

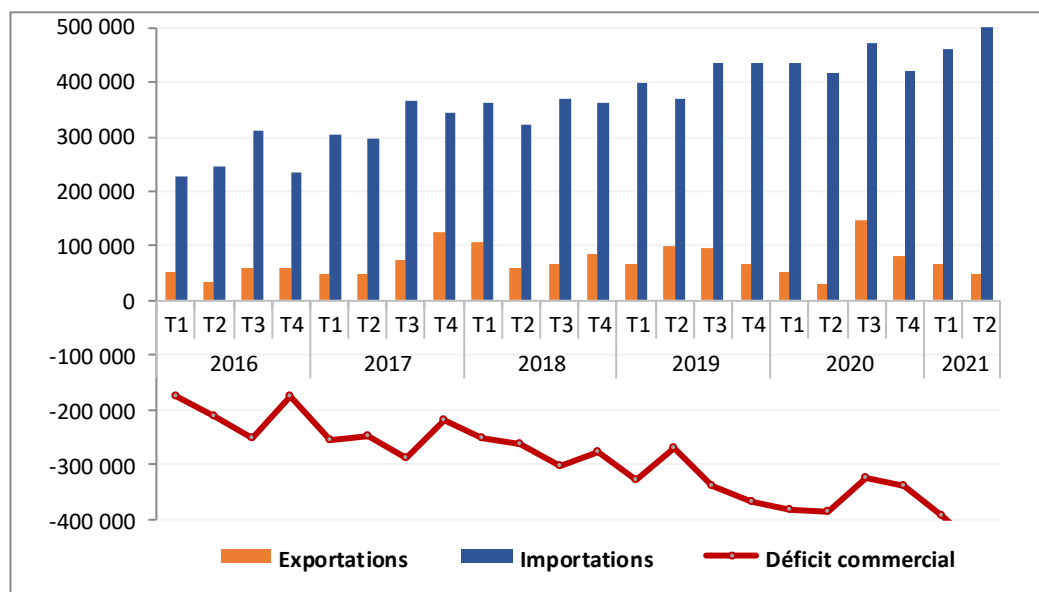
*Source: Cadrage macroéconomique, Juillet 2021*

## 2.2. Secteur extérieur

### 2.2.1. Commerce extérieur

La balance commerciale du deuxième trimestre 2021 s'est soldé par un déficit de 459.166,6 MBIF contre 385.863,4 MBIF au même trimestre de l'année 2020. Ce creusement est dû à l'augmentation plus importante des importations CIF (506.482,2 contre 416.691,1 MBIF) par rapport à celle des exportations (47.315,6 contre 30.827,7 MBIF).

**Graphique 5: Balance commerciale (en MBIF)**



Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

En glissement annuel, les exportations se sont accrues de 53,5% au deuxième trimestre 2021. Cet accroissement a principalement porté sur les exportations des produits manufacturés (+88,2%) et, dans une moindre mesure, sur celles des produits primaires (+9,8%), essentiellement le café. Les trois principaux produits exportés, qui sont le café, le thé et l'or, représentaient 26,2% du total des exportations au deuxième trimestre 2021 contre 40,6% au même trimestre 2020.

**Tableau 8 : Les parts des principaux produits exportés (en % du total)**

	2019			2020				2021	
	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Café	14,6	12,4	27,3	16,3	6,4	9,2	41,5	28,4	7,9
Or	48,2	60,3	16,4	0,0	0,0	60,1	0,0	0,0	0,0
Thé	11,4	10,5	13,4	23,6	34,2	6,7	9,1	19,8	18,2
Autres	25,7	16,8	42,9	60,1	59,4	24,0	49,4	51,8	73,8
Total ( en %)	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Total (en MBIF)	99 114,2	96 740,8	67 525,9	51 059,0	30 827,7	146 557,9	84 186,9	66 215,7	47 315,6

Source: BRB, à partir des données du Comité tripartite des statistiques du commerce extérieur

Les importations ont progressé de 21,5% au deuxième trimestre 2021, en liaison avec la hausse des importations de biens de production (174.731,2 contre 223.107,4 MBIF) et de consommation (134.186,1 contre 181.737,7 MBIF). En revanche, les importations de biens d'équipement ont baissé de 5,7%, passant de 107.773,8 à 101.637,2 MBIF.

La croissance des importations de biens de production est en grande partie imputable aux biens chimiques (17.807,1 contre 5.054,9 MBIF), aux biens métallurgiques (47.482,2 contre 33.507,1 MBIF), aux biens destinés à l'alimentation (38.153,5 contre 25.123,2 MBIF) et à ceux destinés à la construction (26.121,1 contre 19.175,2 MBIF). L'accroissement des importations de biens de consommation a, notamment, concerné les produits pharmaceutiques (42.738,0 contre 23.169,8 MBIF), les textiles (24.526,3 contre 12.297,5 MBIF) et les véhicules (19.287,1 contre 14.330,4 MBIF).

Le recul des importations de biens d'équipement n'a porté que sur le matériel électrique (23.381,9 contre 45.081,5 MBIF). Toutefois, ce recul a été principalement atténué par la hausse des importations des chaudières et engins mécaniques (30.107,1 contre 24.972,9 MBIF) et de celle des tracteurs, véhicules et engins de transport (26.291,5 contre 22.973,4 MBIF).

### **2.2.2. Balance des paiements**

La balance des paiements du deuxième trimestre 2021 s'est soldée par un déficit du compte courant de 281.063,3 MBIF, en hausse de 56.904,6 MBIF par rapport à celui du même trimestre de 2020. Cette aggravation s'explique par le creusement des déficits des biens (-390.754,4 contre -322.247,1 MBIF) et des services (-112.065,0 contre -87.015,4 MBIF). Toutefois, l'excédent des revenus secondaires s'est accru (220.892,9 contre 178.665,4 MBIF).

Le compte de capital s'est soldé par un excédent plus élevé que celui du même trimestre de 2020 (80.988,7 contre 59.132,6 MBIF), principalement en rapport avec l'augmentation des dons projets.

**Tableau 7: Balance des paiements (en MBIF)**

	<b>T2-2020</b>	<b>T2-2021</b>
<b>COMPTE COURANT</b>	<b>-224 158,7</b>	<b>-281 063,3</b>
Crédit	265 829,7	317 073,8
Débit	489 988,5	598 137,1
<b>Biens</b>	<b>-322 247,1</b>	<b>-390 754,4</b>
Exportations FOB	51 509,0	47 315,7
Importations FOB	373 756,1	438 070,1
<b>Services</b>	<b>-87 015,4</b>	<b>-112 065,0</b>
Crédit	15 778,5	23 303,6
Débit	102 793,9	135 368,5
<b>Revenus primaires</b>	<b>6 438,4</b>	<b>863,2</b>
Crédit	13 857,9	12 487,5
Débit	7 419,6	11 624,2
<b>Revenus secondaires</b>	<b>178 665,4</b>	<b>220 892,9</b>
Crédit	184 684,3	233 967,1
Débit	6 019,0	13 074,2
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>	<b>59 132,6</b>	<b>80 988,7</b>
Crédit	59 263,6	81 107,3
Débit	131,0	118,6
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital</b>	<b>-165 026,1</b>	<b>-200 074,6</b>
<b>COMPTE FINANCIER</b>		
<b>Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte financier</b>	<b>-133 712,7</b>	<b>-170 127,0</b>
<b>Investissements directs</b>	<b>-3 152,7</b>	<b>-7 939,3</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	447,7	104,0
Accroissement net de passifs	3 600,4	8 043,3
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
<b>Dérivés financiers et option sur titres</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>-99 797,2</b>	<b>-143 489,8</b>
Acquisition nette d'actifs financiers	2 197,5	-8 751,1
Accroissement net de passifs	101 994,7	134 738,7
<b>Avoirs de réserves</b>	<b>-30 762,8</b>	<b>-18 697,9</b>
<b>ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>31 313,5</b>	<b>29 947,6</b>

Source: BRB

La détérioration du déficit des biens est due à l'accroissement des importations FOB, qui sont passées de 373.756,1 à 438.070,1 MBIF. Concernant la hausse du déficit des services, elle est, en grande partie, expliquée par l'augmentation du déficit des services de transport (-88.877,0 contre -70.097,3 MBIF) et de construction (-11.825,1 contre -5.222,9 MBIF). La hausse de l'excédent des revenus secondaires est tirée par les transferts courants en faveur du secteur privé (209.132,8 contre 152.277,7 MBIF), les transferts en faveur des administrations publiques ayant, par contre, baissé (11.760,1 contre 26.387,7 MBIF).

Au deuxième trimestre 2021, le déficit du compte financier s'est aggravé (-170.127,0 contre -133.712,7 MBIF) par rapport au même trimestre de 2020. Ce résultat est principalement imputable à l'accroissement du déficit des autres investissements (-143.489,8 contre -99.797,2



MBIF). Les avoirs de réserves ont diminué de 18.697,9 MBIF contre une baisse de 30.762,8 MBIF au même trimestre de 2020.

### 2.3. Finances et dette publiques

Au deuxième trimestre 2021, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est aggravé par rapport à celui du même trimestre de 2020, s'établissant à 124.527,9 contre 19.959,5 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses que celle des recettes publiques. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 166.118,4 MBIF.

**Tableau 9 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)**

	T2-2020	T1-2021	T2-2021
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>309 088,6</b>	<b>357 702,0</b>	<b>377 862,9</b>
a. Recettes	250 434,8	284 274,9	308 753,1
Recettes courantes	250 434,8	284 274,9	308 753,1
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	58 653,8	73 427,1	69 109,8
courants	-	-	-
en capital	58 653,8	73 427,1	69 109,8
<b>B. DEPENSES</b>	<b>329 048,1</b>	<b>364 813,9</b>	<b>502 390,8</b>
a. Dépenses courantes	244 154,9	234 603,6	324 122,3
dont Salaires	118 451,9	120 355,6	120 230,9
b. Dépenses en capital	84 893,2	130 210,3	178 268,5
Sur ressources nationales	18 140,9	52 265,6	107 432,7
Sur prêts et dons extérieurs	66 752,2	77 944,7	70 835,8
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base engagement)</b>	<b>-19 959,5</b>	<b>-7 111,9</b>	<b>-124 527,9</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>144 443,6</b>	<b>3 626,7</b>	<b>166 118,4</b>
a. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	2 712,7	-3 507,3	-680,1
b. FINANCEMENT INTERIEUR NET	141 730,9	7 133,9	166 798,5
<b>D. ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-124 484,2</b>	<b>3 485,2</b>	<b>-41 590,5</b>

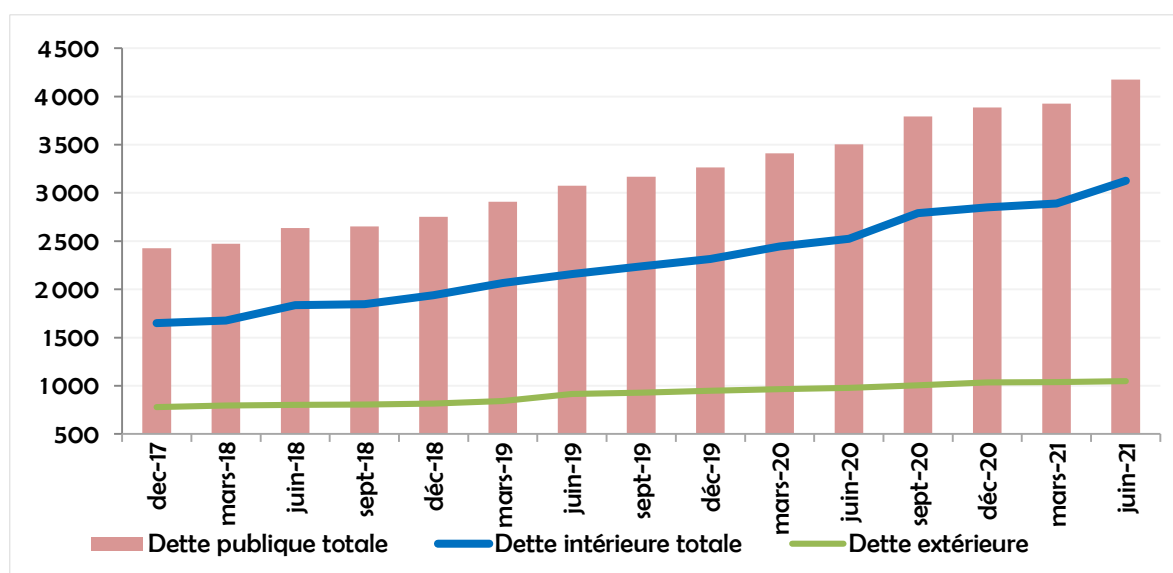
**Source: MFBPE**

Les recettes courantes se sont accrues de 23,3% en glissement annuel, passant de 250.434,8 à 308.753,1 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, elles ont augmenté de 8,6%. Les dons ont progressé de 17,8% en glissement annuel, s'établissant à 69.109,8 contre 58.653,8 MBIF. Par rapport au trimestre précédent, ils ont diminué de 5,9%.

Les dépenses totales se sont accrues de 52,7% au deuxième trimestre 2021, se fixant à 502.390,8 contre 329.048,1 MBIF à la même période de l'année précédente, suite à l'augmentation des dépenses en capital (+110,0%) et des dépenses courantes (+32,8%). Par rapport au trimestre précédent, elles ont également augmenté (+37,7%), en liaison avec la progression des dépenses courantes (+38,2%) et des dépenses en capital (+36,9%).

La dette publique s'est accrue de 19,2% en glissement annuel, s'établissant à 4.175,7 contre 3.502,0 Mds de BIF. Par rapport au trimestre précédent, elle s'est accrue de 6,3%. En pourcentage du PIB, le ratio de la dette publique sur PIB a augmenté, s'établissant à 57,2 contre 52,6% à la même période de 2020.

**Graphique 6: Evolution de la dette publique (MBIF)**



**Source: BRB, à partir des données du MFBPE**

La dette intérieure a progressé de 23,9% en glissement annuel, passant de 2.524,3 à 3.126,6 Mds de BIF et de 8,2% d'une fin de trimestre à l'autre. Composée principalement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 74,9% de la dette publique totale.

La dette extérieure s'est accrue de 7,3% en glissement annuel, passant de 977,7 à 1.048,7 Mds de BIF. Cet accroissement est lié aux tirages (28.956,9 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (61.354,0 MBIF) qui ont dépassé l'amortissement de la dette (19.375,8 MBIF).

## 2.4. Secteur monétaire

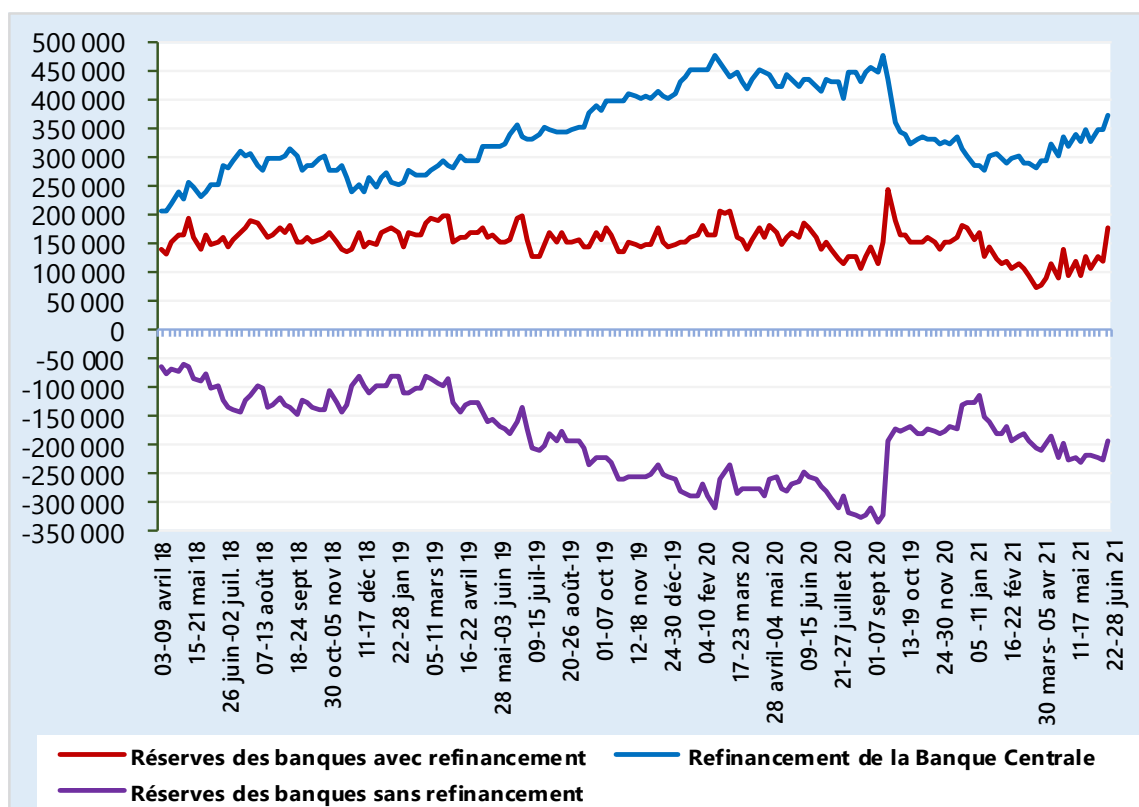
### 2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Au deuxième trimestre 2021, les réserves des banques ont diminué par rapport au trimestre précédent tandis qu'elles se sont améliorées par rapport à la même période de 2020. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies, en moyenne hebdomadaire,

à -210.957 contre -169.739 MBIF au trimestre précédent et -268.506 MBIF au même trimestre de 2020.

Suite à cette baisse, la Banque Centrale a augmenté le volume de ses interventions sur le marché monétaire. En effet, le refinancement a atteint 329.214 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 293.753 MBIF au premier trimestre 2021 et 434.219 MBIF à la même période de 2020.

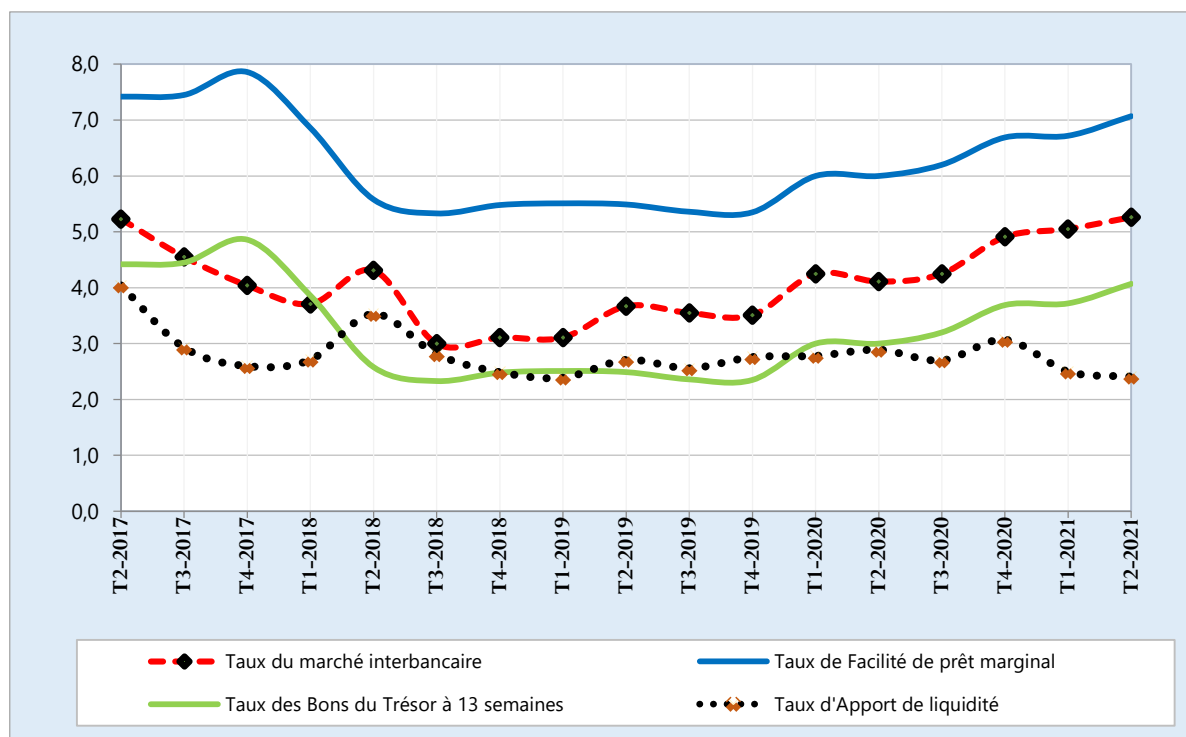
**Graphique 7: Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)**



**Source : BRB**

D'un trimestre à l'autre, les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement augmenté, à l'exception du taux moyen pondéré sur les opérations d'apport de liquidité par appel d'offres. En effet, le taux moyen du marché interbancaire a augmenté, passant de 5,05 à 5,26%, celui de la facilité de prêt marginal est passé de 6,72 à 7,07%, suite à la hausse de celui sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (de 3,72 à 4,07%). Par contre, celui sur les opérations d'apport de liquidité par appels d'offres a diminué, s'établissant à 2,41 contre 2,50%.

**Graphique 8: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)**

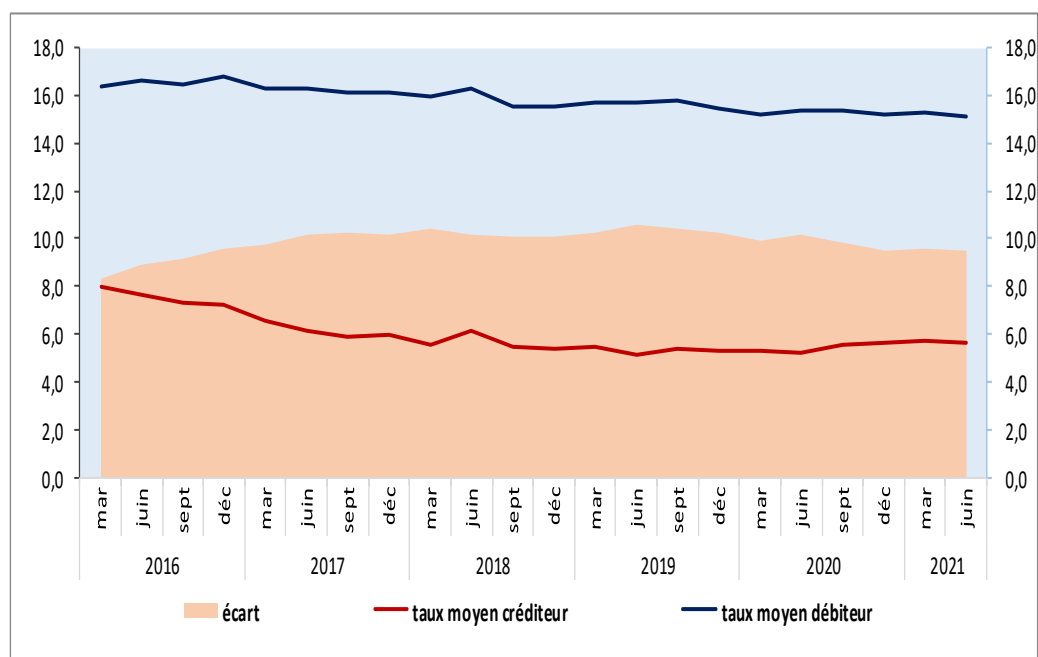


**Source: BRB**

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement diminué à fin juin 2021, s'établissant à 15,08 contre 15,32% à fin mars 2021 et 15,41% à fin juin 2020. En glissement annuel, cette diminution a concerné les taux d'intérêt sur les crédits à court terme (15,80 contre 15,86%) et ceux à moyen terme (14,41 contre 16,00%), ceux à long terme ayant augmenté (13,38 contre 11,88%).

De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au cours du second trimestre 2021 a baissé, s'établissant à 12,58 contre 14,46% au trimestre précédent et 15,41% à la même période de 2020.

**Graphique 9: Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)**



Source: BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement diminué à fin juin par rapport à fin mars 2021 se fixant à 5,60 contre 5,71%, alors qu'il a augmenté par rapport à fin juin 2020 (5,32%). En glissement annuel, cette augmentation a concerné les taux sur les dépôts à vue rémunérés et les comptes sur livret tandis que celui sur les dépôts à terme et d'épargne a diminué.

#### 2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a augmenté de 16,1% à fin juin 2021 par rapport à fin mars 2021, s'établissant à 807.326,5 contre 695.388,5 MBIF. Cette augmentation a concerné les billets et pièces en circulation (+13,0%) et les dépôts des autres institutions de dépôt (+33,2%), tandis que ceux des autres sociétés financières (-36,0%) et ceux classés dans les dépôts divers (-2,2%) ont diminué.

S'agissant des contreparties de la base monétaire, les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 13,2% de mars à juin 2021. Ils ont contribué à la croissance trimestrielle de la base monétaire à hauteur de 14,4 points de pourcentage. Les avoirs extérieurs nets, quant à eux, se sont améliorés de 3,8% et ont été à l'origine de la croissance de la base monétaire à concurrence de 0,7 points de pourcentage.

**Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)**

	juin. 2020	mars. 2021	juin. 2021	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	434 272,9	474 986,0	536 813,3	13,0	23,6
Dépôts des autres institutions de dépôts	213 802,7	160 803,5	214 189,4	33,2	0,2
Dépôts des autres institutions financières	3 411,8	5 859,7	3 747,8	-36,0	9,8
Dépôts divers	52 443,7	53 739,3	52 576,0	-2,2	0,3
<b>Base monétaire = Contreparties</b>	<b>703 931,1</b>	<b>695 388,5</b>	<b>807 326,5</b>	<b>16,1</b>	<b>14,7</b>
Avoirs extérieurs nets	-184 618,6	-119 123,9	-114 588,4	3,8	37,9
Avoirs intérieurs nets	888 549,7	814 512,4	921 914,9	13,2	3,8
-Créances nettes sur l'Etat	303 340,5	372 644,3	404 650,2	8,6	33,4
-Autres postes nets	585 209,2	441 868,1	517 264,7	17,1	-11,6

Source: BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 14,7%, principalement en rapport avec l'accroissement des billets et pièces en circulation et des avoirs des autres sociétés financières qui ont augmenté de 23,6 et 9,8%, respectivement. En revanche, les dépôts des autres institutions de dépôts ont légèrement baissé de 0,2%.

Au niveau des contreparties, les avoirs extérieurs et intérieurs nets se sont accrus de 37,9 et 3,8%, et ont contribué à la croissance annuelle de la base monétaire à concurrence de 10,0 et 4,7 points de pourcentage, respectivement.

**Tableau 11: Origine de la variation de la base monétaire à fin juin 2021**

	Par rapport à mars 2021	Par rapport à juin 2020
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>0,7</b>	<b>10,0</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>14,4</b>	<b>4,7</b>
dont: -Créances nettes sur l'Etat	4,6	14,4
-Autres postes nets	10,8	-9,7
<b>Base monétaire</b>	<b>16,1</b>	<b>14,7</b>

Source : BRB

### 2.4.3. Masse monétaire et contreparties

En glissement trimestriel, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 6,3% à fin juin 2021, se fixant à 3.017,9 contre 2.839,7 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur la circulation fiduciaire hors institutions de dépôt (+16,1%), les dépôts à vue en BIF (+5,2%), les placements à terme et d'épargne (+4,9%) et les dépôts en devises des résidents (+0,2%).

S'agissant des contreparties de M3, les avoirs intérieurs nets ont augmenté de 8,3% et ont exercé une incidence expansive sur la croissance de la masse monétaire à hauteur de

9,0 points de pourcentage. En revanche, les avoirs extérieurs nets, qui ont diminué de 11,1%, ont exercé une incidence restrictive sur la croissance de M3 à concurrence de 2,7 points de pourcentage.

La progression des avoirs intérieurs nets a concerné les créances sur l'économie (+14,0%) et les créances nettes sur l'Etat (+4,0%), tandis que les autres postes nets ont diminué (-8,7%).

**Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)**

	juin. 2020	mars. 2021	juin. 2021	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôt	378 103,8	396 465,3	460 210,4	16,1	21,7
Dépôts à vue	1 180 168,3	1 445 542,9	1 520 875,7	5,2	28,9
Dépôts à terme et d'épargne	642 361,4	773 663,3	811 677,3	4,9	26,4
Dépôts en devises des résidents	200 919,0	224 018,7	225 156,7	0,5	12,1
<b>Masse monétaire (M3)= Contreparties</b>	<b>2 401 552,5</b>	<b>2 839 690,2</b>	<b>3 017 920,1</b>	<b>6,3</b>	<b>25,7</b>
<b>AEN</b>	<b>-333 131,6</b>	<b>-227 799,0</b>	<b>-305 472,5</b>	<b>-11,1</b>	<b>20,1</b>
<b>AIN</b>	<b>2 734 684,1</b>	<b>3 067 489,2</b>	<b>3 323 392,6</b>	<b>8,3</b>	<b>21,5</b>
-Crédit intérieur	3 105 155,0	3 654 330,5	3 961 517,5	8,4	27,6
Créances nettes sur l'Etat	1 791 939,1	2 034 905,8	2 115 800,7	4,0	18,1
Créances sur l'économie	1 313 215,9	1 619 424,7	1 845 716,8	14,0	40,5
-Autres postes nets	-370 470,9	-586 841,3	-638 124,9	-8,7	-72,2

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 25,7%. Cette augmentation a porté sur toutes ses composantes, à savoir les dépôts à vue (+28,9%), les placements à terme et d'épargne (+26,4%), les avoirs en devises des résidents (+12,1%) et la circulation fiduciaire hors institution de dépôt (+21,7%).

La croissance des contreparties de M3 a porté, à la fois, sur les avoirs intérieurs nets (+21,5%) et extérieurs nets (+20,1%) qui ont contribué à la croissance de la masse monétaire à hauteur de 24,6 et 1,1 points de pourcentage, respectivement.

**Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin juin 2021**

	Par rapport à fin mars. 2021	Par rapport à fin juin. 2020
<b>Avoirs Extérieurs Nets (AEN)</b>	<b>-2,7</b>	<b>1,1</b>
<b>Avoirs Intérieurs Nets (AIN)</b>	<b>9,0</b>	<b>24,6</b>
- Créances nettes sur l' Etat	2,8	13,5
- Créances sur l'Economie	8,0	22,2
- Autres Postes Nets	-1,8	-11,1
<b>Masse monétaire</b>	<b>6,3</b>	<b>25,7</b>

Source: BRB

L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été tirée par l'accroissement des créances nettes sur l'Etat (+18,1%) et des créances sur l'économie (+40,5%), tandis que les autres postes nets ont diminué (-72,2%).

#### 2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin juin 2021, les avoirs extérieurs ont diminué de 14,0%, en glissement trimestriel, alors qu'ils se sont accrus de 17,9%, en glissement annuel.

**Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)**

	Fin de période			variation (%)	
	juin-20	mars-21	juin-21	trimestrielle	annuelle
BRB	90,2	108,5	97,0	-10,6	7,5
Dont: Réserves officielles	57,3	75,9	66,7	-12,1	16,4
Banques commerciales	67,1	107,2	88,5	-17,4	31,9
<b>Total</b>	<b>157,3</b>	<b>215,7</b>	<b>185,5</b>	<b>-14,0</b>	<b>17,9</b>

*Source: BRB*

Les avoirs extérieurs de la BRB ont baissé de 10,6% à fin juin 2021 par rapport à fin mars 2021, alors qu'ils ont augmenté de 7,5% en glissement annuel.

Par rapport à fin mars 2021, les réserves officielles ont diminué de 12,1% à fin juin 2021 par rapport à la fin mars 2021, s'établissant à 66,7 contre 75,9 MUSD. Par contre, elles ont augmenté de 16,4% en glissement annuel, et couvraient 0,8 mois d'importations de biens et services contre 0,7 mois à la même période de 2020, alors que le seuil minimal est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

De même, les avoirs extérieurs des banques commerciales ont diminué en glissement trimestriel (-17,4%) alors qu'ils se sont accrus en glissement annuel (+17,9%).

#### 2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

Au deuxième trimestre 2021, le bilan agrégé du secteur bancaire s'est amélioré de 26,3% en glissement annuel et de 9,1% en glissement trimestriel. A l'actif, cette amélioration est liée à la hausse du crédit au secteur privé et à l'Etat sous forme de titres du Trésor. Au passif, elle est expliquée par l'augmentation des dépôts de la clientèle. Toutefois, au niveau des indicateurs de solidité et de stabilité financière, les ratios de solvabilité et de rentabilité ont diminué.

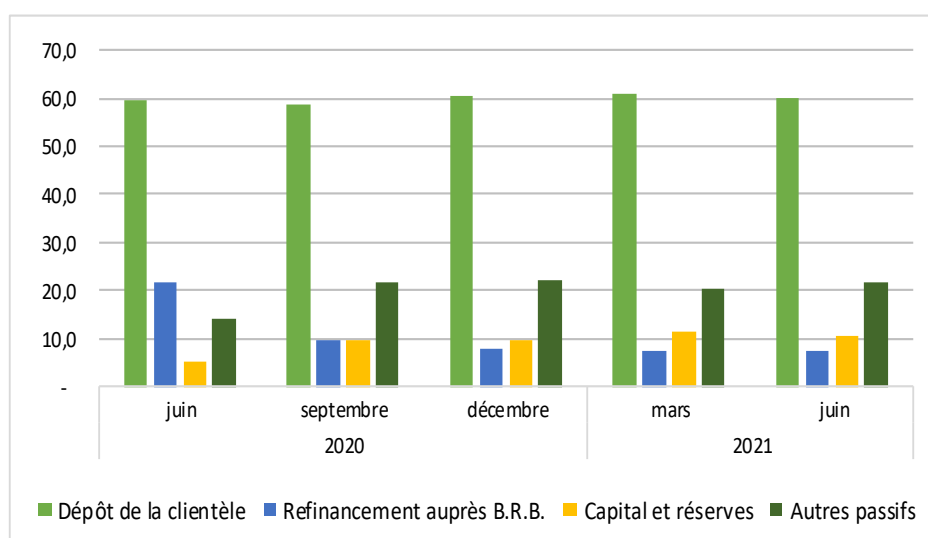


## 2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

### 2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 33,7%, s'établissant à 2.664,1 contre 1.992,8 Mds de BIF et de 7,6%, d'un trimestre à l'autre. Les refinancements de la Banque Centrale aux établissements de crédit ont reculé de 17,6% en glissement annuel, se fixant à 339,1 contre 411,3 Mds de BIF tandis qu'ils ont augmenté de 15,4% d'un trimestre à l'autre.

**Graphique 10: Répartition des ressources (% du total)**

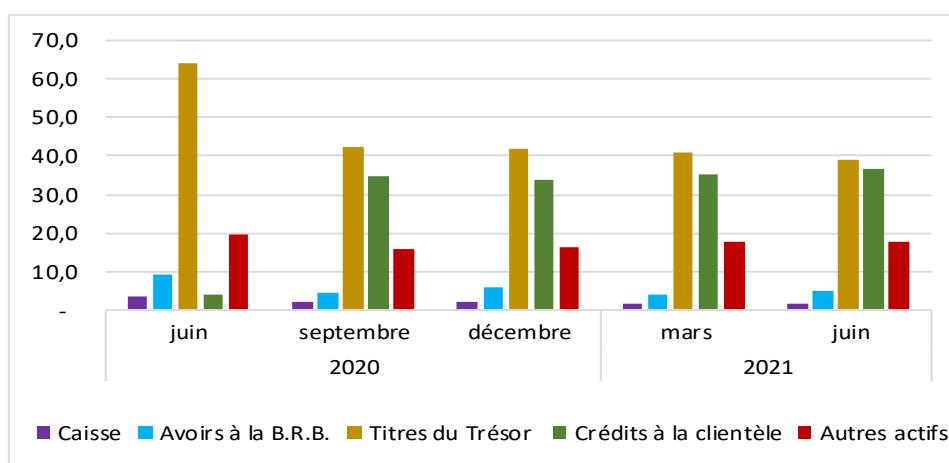


**Source : BRB**

### 2.5.1.2. Principaux emplois

En glissement annuel, les crédits au secteur privé ont augmenté de 33,6%, passant de 1.215,2 à 1.623,9 MBIF à fin juin 2021 et de 13,2% d'un trimestre à l'autre. De même, les prêts à l'Etat sous forme de titres du Trésor ont augmenté de 16,8%, passant de 1.486,7 à 1.736,6 Mds de BIF et de 4,3%, en glissement trimestriel.

**Graphique 11 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)**



Source : BRB

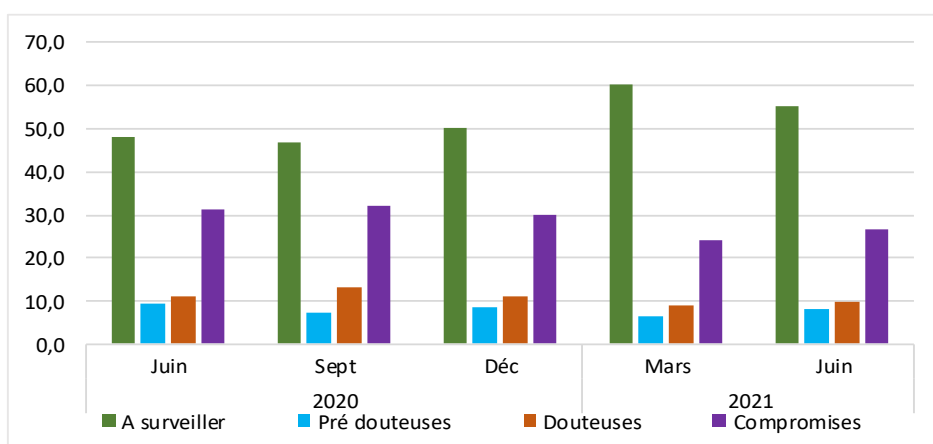
## 2.5.2. Stabilité Financière

### 2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédits

Les créances impayées<sup>2</sup> ont augmenté de 1,4% en glissement annuel, s'établissant à 147.939,2 contre 145.846,5 MBIF à la même période de l'année précédente. Par contre, elles ont baissé de 14,3% d'un trimestre à l'autre.

En glissement annuel, la proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a baissé de 6,7 points de pourcentage, s'établissant à 45,0 contre 51,7%. Par contre, la part des créances à surveiller a augmenté de 6,8 points de pourcentage, se fixant à 55,0 contre 48,3% à la même période de l'année précédente.

**Graphique 12: Créances impayées par classe (% du total)**

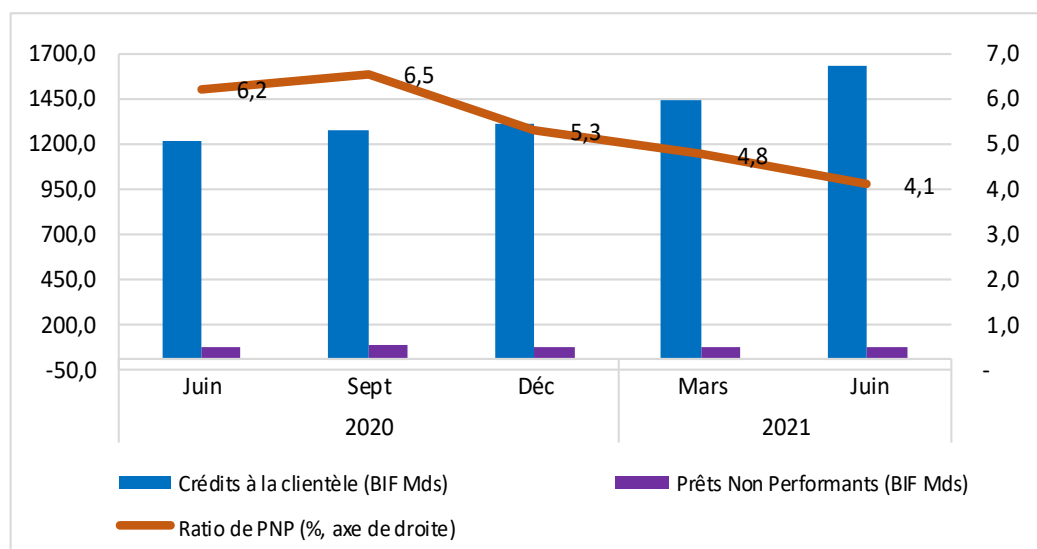


Source : BRB

<sup>2</sup>Tout prêt accusant au moins une mensualité impayée.

La qualité du portefeuille crédits s'est légèrement améliorée à fin juin 2021. Le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est établi à 4,1 contre 6,2% à la même période de 2020 et à 4,8% à la fin du trimestre précédent.

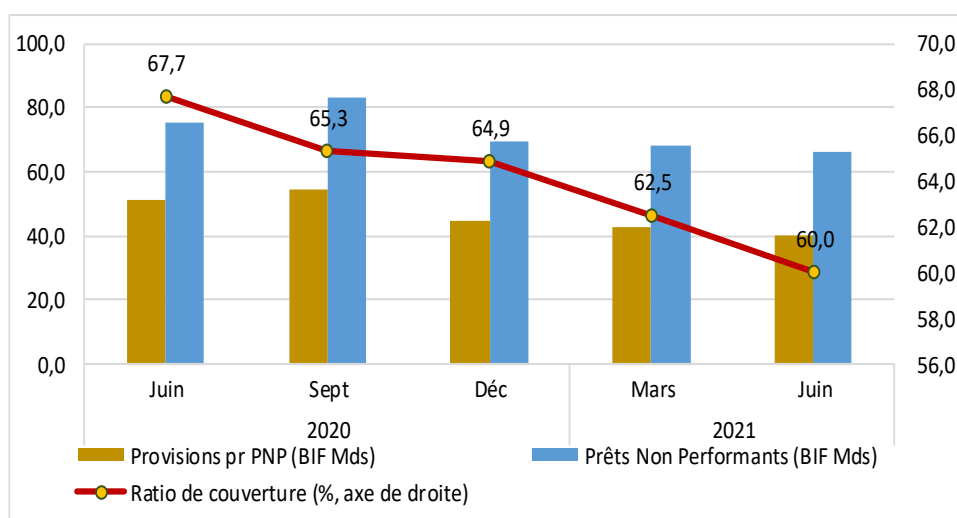
**Graphique 13 : Evolution du ratio des prêts non performants**



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a diminué, s'établissant à 60,0 contre 67,7% à fin juin 2020 et 62,5% par rapport à fin mars 2021.

**Graphique 14 : Evolution des provisions et taux de couverture**

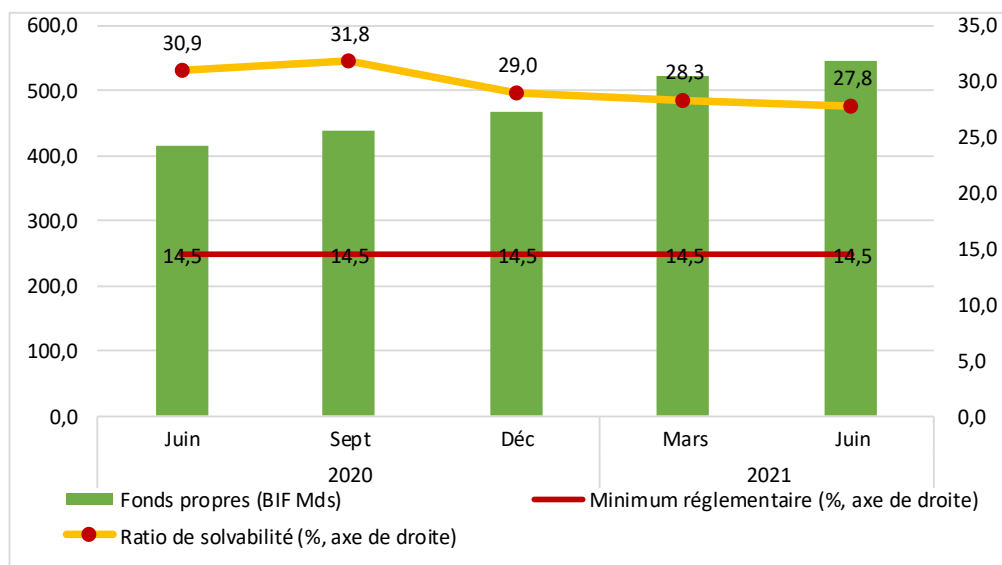


Source : BRB

### 2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 31,6% en glissement annuel, se fixant à 545,8 contre 414,8 Mds de BIF et se sont accrus de 4,5% d'un trimestre à l'autre. Toutefois, le ratio de solvabilité globale a diminué (27,8 contre 30,9% à fin juin 2020), mais reste supérieur au minimum réglementaire de 14,5%.

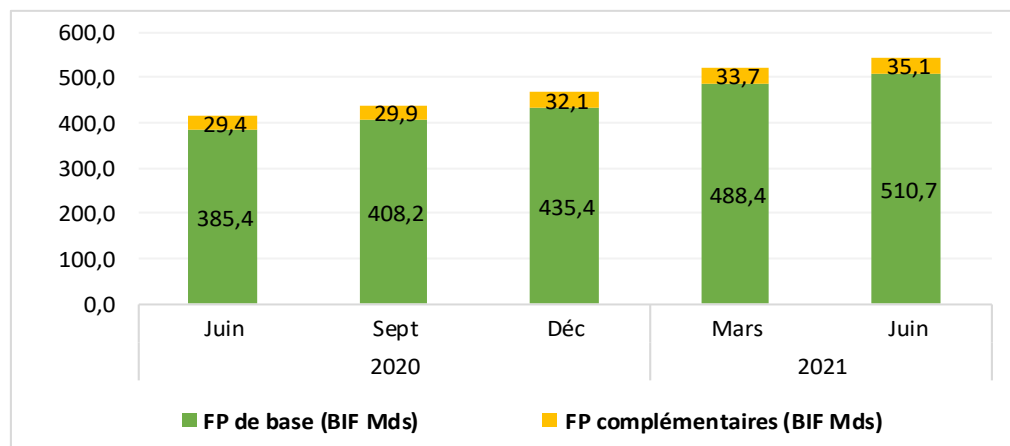
**Graphique 15 : Evolution des fonds propres et ratio de solvabilité**



Source : BRB

Par rapport à la même période de 2020, les fonds propres de base ont augmenté de 32,5% à fin juin 2021, se fixant à 510,7 contre 385,4 Mds de BIF, en liaison avec l'affectation d'une partie du résultat de l'exercice 2020 dans les réserves. Par rapport au trimestre précédent, ils ont augmenté de 4,6%.

**Graphique 16 : Composition des fonds propres (Mds de BIF)**



Source : BRB

### **2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire**

Le produit net bancaire s'est accru de 12,5% à fin juin 2021, se fixant à 157.203,0 contre 139.776,9 MBIF à fin juin 2020. De même, le résultat net a augmenté de 15,7%, passant de 67.340,60 à 77.920,2 MBIF. Néanmoins, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) ont diminué, et se sont respectivement établis à 1,76 contre 1,92% et 14,28 contre 16,23%.

## **CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE**

La croissance économique s'est améliorée au second trimestre 2021 dans les pays avancés de l'OCDE (+1,7 contre +0,6% au trimestre précédent), en rapport avec la reprise de l'activité économique mondiale due à la levée des mesures de confinement de la population suite à la vulgarisation des vaccins contre la pandémie de la COVID-19. Toutefois, malgré cette reprise économique, de fortes disparités persistent d'un pays à l'autre. L'inflation a globalement augmenté dans la plupart de ces pays, suite à la hausse des cours des matières premières et des produits de base, en rapport avec l'amélioration de la demande globale.

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2021, l'économie mondiale pourrait s'améliorer de 5,9% en 2021 contre une contraction de 3,1% en 2020. Cette évolution est en grande partie liée à la reprise de la demande globale et aux mesures prises par les pouvoirs publics dans les principaux pays de l'OCDE pour soutenir les ménages et les entreprises, notamment, les appuis visant à accroître le potentiel de production et de consommation. Suite à cette reprise économique, le volume du commerce mondial devrait également s'intensifier au cours de l'année 2021.

Dans la Communauté Est Africaine, la croissance économique devrait s'accélérer en 2021, en rapport avec la reprise de l'activité économique mondiale et les mesures de soutien aux économies prises par les pouvoirs publics pour faire face à la pandémie de la Covid-19.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur primaire, notamment, la production du thé a augmenté au cours du second trimestre 2021. De même, les principales productions du secteur secondaire et tertiaire se sont accrues.

S'agissant des prévisions du cadrage macroéconomique de Juillet 2021, il est attendu une reprise de l'activité économique (3,3 contre -0,5%), suite aux bonnes performances des secteurs primaire (3,6 contre 3,0%), secondaire (2,5 contre 0,4%) et tertiaire (3,4 contre -2,7%).

Pour soutenir cette reprise économique, la Banque de la République du Burundi va poursuivre la politique monétaire accommodante à travers le refinancement des secteurs porteurs de croissance économique et les autres secteurs de l'économie nationale.

## ANNEXES

### Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2017	2018	2019 2020 (prév.)	2021 (prév.)	
<b>Secteur primaire</b>	<b>498,2</b>	<b>535,2</b>	<b>550,3</b>	<b>566,7</b>	<b>587,3</b>
Agriculture vivrière	431,5	462,8	486,2	498,3	515,8
Agriculture d'exportation	20,4	21,9	17,9	19,9	20,2
- Café	6,5	7,1	2,8	5,0	4,9
- Thé	12,1	12,5	13,6	13,7	14,0
- Autres cultures d'exportation	1,8	2,4	1,5	1,2	1,3
Forêt	13,7	14,3	14,0	14,7	15,5
Elevage	28,5	31,9	28,1	29,5	31,3
Pêche	4,1	4,2	4,1	4,3	4,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>347,2</b>	<b>355,9</b>	<b>360,0</b>	<b>361,3</b>	<b>370,3</b>
Extraction	10,7	11,0	11,3	10,5	11,0
Industries	238,6	242,4	243,7	244,8	248,9
- Industries agroalimentaires	186,7	191,4	192,5	193,4	196,3
- Industries Manufacturières	51,9	51,1	51,3	51,3	52,6
. Industries textiles	9,2	8,8	8,0	7,7	7,9
. Autres industries manufacturières	42,7	42,3	43,2	43,7	44,7
Electricité, gaz et eau	9,1	9,5	9,2	9,5	10,0
Construction	88,8	93,0	95,8	96,6	100,4
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>853,9</b>	<b>881,4</b>	<b>945,1</b>	<b>919,7</b>	<b>951,1</b>
Commerce	65,5	71,3	74,2	69,7	71,1
Transport et communication	70,2	73,4	80,8	80,0	82,2
- Transports	18,5	19,2	21,0	19,6	20,0
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	51,7	54,2	59,8	60,4	62,2
Banques et Assurances	111,6	122,7	156,6	170,7	191,2
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	111,9	114,1	119,3	71,6	74,4
Administration publique	334,0	344,0	353,7	367,8	383,7
Education	219,7	226,3	233,7	241,9	251,1
Santé et action sociale	15,1	15,5	16,0	18,0	18,7
Activités à caractère collectif ou personnel	45,9	59,4	61,6	57,0	59,9
Services domestiques	4,6	4,6	4,8	4,8	4,9
SIFIM	-124,7	-149,9	-155,6	-161,7	-185,9
<b>PIB aux coûts des facteurs</b>	<b>1699,3</b>	<b>1772,5</b>	<b>1855,4</b>	<b>1847,7</b>	<b>1908,8</b>
Impôts et Taxes	213,1	240,6	247,9	244,2	252,3
<b>PIB aux prix du marché</b>	<b>1912,4</b>	<b>2013,1</b>	<b>2103,3</b>	<b>2091,9</b>	<b>2161,0</b>

Source: BRB

## Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1
oct-19	4,0	6,4	1,8
nov-19	3,6	6,5	0,8
déc-19	4,9	8,9	1,1
janv-20	5,1	8,6	1,8
févr-20	7,7	13,0	2,6
mars-20	7,1	12,0	2,4
avr-20	7,6	12,5	2,8
mai-20	9,2	15,3	3,3
juin-20	8,5	13,3	3,2
juil-20	7,7	12,2	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept-20	6,3	9,9	2,0
oct-20	7,0	12,1	1,9
nov-20	8,9	15,6	2,3
déc-20	8,0	13,2	2,5
janv-21	6,5	10,4	2,4
févr-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7

Source: BRB

### Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	137 426,66	-56 248,52
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 918,33	-25 123,17
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	95 854,20	20 730,01
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	152 308,27	-56 850,71
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 765,02	-40 483,00
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	116 694,18	14 734,34
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 004,84	-40 229,15
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	105 699,38	-2 258,63
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65
oct-19	96 140,47	23 253,33	119 393,80	151 672,93	-32 279,13
nov-19	78 123,50	26 000,51	104 124,00	133 114,44	-28 990,44
déc-19	86 974,57	21 300,56	108 275,13	100 145,51	8 129,61
janv-20	84 602,42	17 625,88	102 228,30	114 865,89	-12 637,59
févr-20	70 437,11	24 819,09	95 256,20	109 187,15	-13 930,94
mars-20	104 361,79	21 160,91	125 522,70	120 427,22	5 095,49
avr-20	81 088,28	14 356,77	95 445,05	105 770,61	-10 325,56
mai-20	64 196,98	21 014,92	85 211,91	92 722,58	-7 510,68
juin-20	105 149,52	22 667,69	127 817,21	129 940,45	-2 123,23
juil-20	80 468,49	16 635,14	97 103,63	117 128,93	-20 025,30
août-20	98 712,28	13 544,26	112 256,54	151 466,22	-39 209,69
sept-20	103 379,33	20 839,74	124 219,07	409 881,61	-285 662,54
oct-20	92 487,26	8 295,69	100 782,95	108 727,01	-7 944,05
nov-20	84 106,39	21 295,88	105 402,28	133 059,26	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,30	113 695,37	110 267,83	3 427,54
févr-21	77 932,34	22 328,60	100 260,94	117 507,57	-17 246,64
mars-21	114 849,48	28 896,20	143 745,68	137 038,51	6 707,18
avr-21	100 678,98	15 841,63	116 520,60	131 189,03	-14 668,42
mai-21	86 584,95	23 790,77	110 375,72	141 569,65	-31 193,93
juin-21	121 489,14	29 477,42	150 966,56	229 632,11	-78 665,55

Source: BRB



#### Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,8
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,1
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 126,0
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	57 507,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	55 457,5	2 017 332,5	838 878,1	2 856 210,6
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	66 134,8	2 066 815,1	842 605,3	2 909 420,4
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	66 482,8	2 073 957,4	867 778,9	2 941 736,3
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 356,4	2 110 469,8	908 183,5	3 018 653,3
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	59 215,0	2 158 605,5	916 027,0	3 074 632,5
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	55 134,4	2 114 968,1	929 050,5	3 044 018,6
août-19	759 491,5	1 393 116,1	59 369,6	2 211 977,2	932 695,8	3 144 673,0
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	65 322,7	2 239 754,4	927 716,5	3 167 470,9
oct-19	751 684,2	1 450 627,6	76 553,5	2 278 865,3	937 501,2	3 216 366,5
nov-19	749 081,8	1 485 104,1	74 319,9	2 308 505,8	940 872,9	3 249 378,7
déc-19	746 479,4	1 497 527,9	70 919,8	2 314 927,1	948 429,4	3 263 356,5
janv-20	746 479,3	1 570 840,3	120 847,6	2 438 167,2	958 542,6	3 396 709,8
févr-20	743 876,9	1 549 397,3	121 652,4	2 414 926,6	959 597,4	3 374 524,0
mars-20	738 672,0	1 583 158,2	123 953,4	2 445 783,6	965 054,0	3 410 837,6
avr-20	736 069,6	1 569 310,4	120 741,5	2 426 121,5	963 078,7	3 389 200,2
mai-20	737 921,8	1 621 691,9	113 556,4	2 473 170,1	966 901,1	3 440 071,2
juin-20	736 222,2	1 673 338,5	114 730,7	2 524 291,4	977 731,5	3 502 022,9
juil-20	737 624,5	1 709 342,7	119 194,8	2 566 162,0	988 004,0	3 554 166,0
août-20	751 455,5	1 727 229,2	112 094,3	2 590 779,0	1 000 919,8	3 591 698,8
sept-20	901 482,7	1 744 967,4	144 592,9	2 791 043,0	1 003 104,0	3 794 147,0
oct-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 013 063,4	3 819 683,0
nov-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 023 272,7	3 847 405,1
déc-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 035 965,0	3 886 318,5
janv-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 041 202,8	3 911 523,1
févr-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 038 627,0	3 966 746,6
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 037 111,1	3 926 427,6
avr-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 040 152,6	3 963 618,3
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 046 727,8	3 991 357,4
juin-21	957 639,8	2 020 127,6	148 801,3	3 126 568,7	1 048 666,6	4 175 235,3

Source: BRB

## Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
Jan-18	172 260	154 539
Feb-18	170 882	168 632
Mar-18	167 621	171 915
Apr-18	143 711	211 263
May-18	164 888	240 642
Jun-18	153 401	261 700
Jul-18	170 178	296 208
Aug-18	171 713	290 076
Sep-18	166 234	298 588
Oct-18	158 420	286 969
Nov-18	146 546	268 534
Dec-18	150 237	248 370
Jan-19	163 427	258 199
Feb-19	165 114	267 534
Mar-19	192 194	281 986
Apr-19	167 995	292 282
May-19	163 240	315 130
Jun-19	170 302	334 215
Jul-19	153 993	339 205
Aug-19	157 630	345 488
Sep-19	152 207	363 439
Oct-19	156 012	394 511
Nov-19	146 124	403 814
Dec-19	155 224	406 075
Jan-20	154 268	436 181
Feb-20	174 541	459 837
Mar-20	182 136	442 928
Apr-20	161 386	439 302
May-20	162 923	434 219
Jun-20	171 658	429 154
Jul-20	134 709	424 606
Aug-20	120 569	440 119
Sep-20	164 248	446 366
Oct-20	164 054	339 258
Nov-20	151 140	330 083
Dec-20	162 574	322 720
Jan-21	151 967	289 339
Feb-21	114 955	295 983
Mar-21	98 996	291 565
Apr-21	100 840	309 092
May-21	114 239	333 837
Jun-21	134 515	344 713

Source: BRB

## Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
Jan-18	3,77	7,02	2,75	4,02
Feb-18	3,64	6,98	2,54	3,98
Mar-18	-	6,59	2,84	3,59
Apr-18	-	6,16	3,19	3,16
May-18	4,45	5,51	3,57	2,51
Jun-18	4,17	5,07	3,82	2,07
Jul-18	-	5,13	3,17	2,13
Aug-18	3,00	5,29	2,60	2,29
Sep-18	-	5,57	2,65	2,57
Oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
Nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
Dec-18	3,34	5,48	2,42	2,48
Jan-19	3,11	5,53	2,48	2,53
Feb-19	-	5,50	2,48	2,50
Mar-19	-	5,50	2,41	2,50
Apr-19	3,66	5,48	2,63	2,48
May-19	3,67	5,50	2,69	2,50
Jun-19	3,69	5,50	2,82	2,50
Jul-19	3,68	5,45	2,55	2,45
Aug-19	3,58	5,35	2,55	2,35
Sep-19	3,40	5,29	2,59	2,29
Oct-19	3,34	5,22	2,65	2,22
Nov-19	3,62	5,20	2,63	2,20
Dec-19	3,56	5,63	2,99	2,63
Jan-20	3,99	5,68	3,21	2,68
Feb-20	4,78	5,88	2,54	2,88
Mar-20	3,97	6,00	2,58	3,00
Apr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
May-20	4,16	6,00	2,85	3,00
Jun-20	4,11	6,00	2,96	3,00
Jul-20	4,07	6,00	2,74	3,00
Aug-20	4,27	6,00	2,77	3,00
Sep-20	4,42	6,60	2,58	3,60
Oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
Nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
Dec-20	5,06	6,87	3,93	3,86
Jan-21	5,13	6,77	2,87	3,81
Feb-21	5,17	6,59	2,40	3,78
Mar-21	4,85	6,79	2,23	3,78
Apr-21	5,16	7,12	2,24	4,12
May-21	5,32	7,04	2,46	4,04
Jun-21	5,31	7,06	2,53	4,06

Source: BRB

## Annexe 7: Principaux indicateurs du secteur bancaire (en %)

	30/06/2020	31/03/2021	30/06/2021	Variation trim. en %	Variation ann. en %
<b>I. EMPLOIS</b>	<b>3 509 440,9</b>	<b>4 061 010,4</b>	<b>4 432 399,6</b>	<b>9,1</b>	<b>26,3</b>
<b>I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS</b>	<b>3 046 886,5</b>	<b>3 479 207,3</b>	<b>3 811 222,0</b>	<b>9,5</b>	<b>25,1</b>
<b>A. Actifs Liquides</b>	<b>1 831 660,5</b>	<b>2 044 027,8</b>	<b>2 187 310,5</b>	<b>7,0</b>	<b>19,4</b>
Caisse	69 154,8	76 152,7	77 694,6	2,0	12,3
B.R.B.	209 160,6	156 656,8	213 493,4	36,3	2,1
Avoirs auprès des banques et assimilés	66 625,3	146 074,8	159 567,0	9,2	139,5
Prêts à l'Etat	1 486 719,7	1 665 143,5	1 736 555,6	4,3	16,8
Bons,Obligations du Trésor	1 427 515,1	1 586 306,90	1 642 865,7	3,6	15,1
Autres Titres	59 204,6	78 836,60	93 689,9	18,8	58,2
<b>B. Crédits</b>	<b>1 215 226,1</b>	<b>1 435 179,5</b>	<b>1 623 911,5</b>	<b>13,2</b>	<b>33,6</b>
Court terme	587 902,9	660 629,2	702 088,3	6,3	19,4
Moyen terme	332 893,3	436 372,1	479 412,9	9,9	44,0
Long terme	294 429,9	338 178,2	442 410,2	30,8	50,3
Crédits bail	-	-	-	-	-
<b>I.2. Actif Immobilisé</b>	<b>166 601,2</b>	<b>196 237,0</b>	<b>200 098,4</b>	<b>2,0</b>	<b>20,1</b>
<b>I.3. Autres emplois</b>	<b>295 953,2</b>	<b>385 566,1</b>	<b>421 079,3</b>	<b>9,2</b>	<b>42,3</b>
<b>II. RESSOURCES</b>	<b>3 509 440,9</b>	<b>4 061 010,4</b>	<b>4 896 834,2</b>	<b>20,6</b>	<b>39,5</b>
<b>II.1. Principales ressources</b>	<b>2 644 418,7</b>	<b>3 054 847,9</b>	<b>3 889 306,4</b>	<b>27,3</b>	<b>47,1</b>
Clientèle	1 992 806,3	2 476 433,8	2 664 072,0	7,6	33,7
dont 10 grands dépôts des banques	882 033,1	1 119 101,2	1 239 602,7	10,8	40,5
Refinancement auprès B.R.B.	411 332,1	293 790,7	339 078,5	15,4	- 17,6
Dettes envers banques et assimilés	240 280,4	284 623,4	421 721,3	48,2	75,5
<b>II.2. Capital et réserves</b>	<b>360 093,8</b>	<b>458 419,7</b>	<b>464 434,6</b>	<b>1,3</b>	<b>29,0</b>
<b>II.3. Autres ressources</b>	<b>504 928,4</b>	<b>547 742,8</b>	<b>543 093,2</b>	<b>- 0,8</b>	<b>7,6</b>
<b>III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE</b>					
<b>Adéquation des fonds propres</b>					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	385 414,5	488 441,8	510 732,9	4,6	32,5
Fonds propres (en MBIF)	414 848,7	522 106,0	545 801,0	4,5	31,6
Risques pondérés	1 341 637,0	1 841 886,9	1 960 898,1	6,5	46,2
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	28,7	26,5	26,0	-	-
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	30,9	28,3	27,8	-	-
Ratio de levier (norme 5%)	11,0	12,0	11,5	-	-
<b>Concentration des crédits</b>					
Grands risques	403 183,0	270 470,5	560 288,8	107,2	39,0
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	33,2	18,8	34,5	-	-
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	34,6	35,3	36,6	-	-
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts	42,4	41,0	39,2	-	-
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base	385,7	340,9	340,0	-	-
<b>Qualité du portefeuille crédits</b>					
Impayés	145 846,5	172 589,8	147 939,2	- 14,3	1,4
Créances à surveiller	70 444,6	104 237,3	81 435,6	- 21,9	15,6
Créances Non performantes	75 401,9	68 352,4	66 503,6	- 2,7	- 11,8
Créances pré douteuses	13 849,5	11 096,2	12 159,6	9,6	- 12,2
Créances douteuses	16 099,4	15 329,7	14 741,7	- 3,8	- 8,4
Créances compromises	45 452,9	41 926,5	39 602,3	- 5,5	- 12,9
Dépréciations	51 040,6	42 726,4	39 916,8	- 6,6	- 21,8
Taux des prêts non performants	6,2	4,8	4,1	-	-
Taux d'impayés	12,0	12,0	9,1	-	-
Taux de provisionnement	67,7	62,5	60,0	-	-
<b>Liquidité</b>					
Coefficient de liquidité en BIF	242,8	200,9	195,6	-	-
Coefficient de liquidité en devises	192,5	127,3	177,4	-	-
Total crédits/total dépôts	61,0	58,0	61,0	-	-
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	118,6	106,7	111,4	-	-
Dix gros dépôts/Total dépôts	44,3	45,2	46,5	-	-
<b>Rentabilité et performance</b>					
Résultat avant impôt	71 052,7	37 491,3	82 154,4	119,1	15,6
Résultat net de l'exercice	67 340,6	35 880,5	77 920,2	117,2	15,7
Produit Net Bancaire	139 776,9	73 362,5	157 203,0	114,3	12,5
ROA	1,92	0,88	1,76	-	-
ROE	16,23	6,87	14,28	-	-

Source: BRB